



## LA REINDUSTRIALISATION FRANCAISE

La réindustrialisation permet de désigner des politiques économiques mises en place au niveau local, régional, national ou international pour installer des sociétés industrielles et dynamiser la zone, notamment en termes d'emplois.

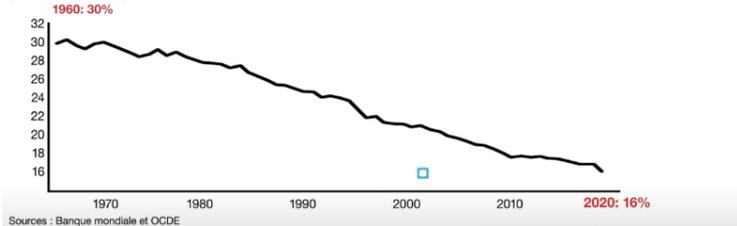
Ces politiques économiques peuvent avoir pour objectif de rapatrier des activités externalisées à l'étranger, auquel cas on parle de relocalisation économique afin de renforcer des industries existantes. Dans un autre cas, nous parlons de réindustrialisation en continuité afin de permettre l'émergence de secteurs industriels qui n'avaient jamais été implantés sur le territoire.

*Si l'environnement apparait comme la première préoccupation des actions politiques, sociétales et industrielles depuis plusieurs années, la crise de la Covid 19 a également mis en lumière une trop grande dépendance de la France vis-à-vis de l'étranger sur des productions centrales, voire vitales pour le pays.*

## DECLIN DU SECTEUR INDUSTRIEL EN FRANCE

### FRANCE : VALEUR AJOUTÉE DE L'INDUSTRIE

(EN % DU PIB)



Au cours des dernières décennies, la contribution de l'industrie à la construction de richesse en France n'a cessé de diminuer. En 1960, l'industrie représentait environ un tiers de la production de richesse dans le pays **contre à peine un sixième aujourd'hui**. Qui dit moins d'activité industrielle, dit aussi moins d'emplois dans le secteur. En à peine 40 ans, l'industrie a perdu la moitié de ses effectifs soit 2 millions d'emplois. Si les causes sont multiples, il faut souligner le poids élevé des prélèvements obligatoires qui pèsent sur l'industrie et sur les coûts de production des usines.

Derrière cette industrialisation, il y a aussi des choix stratégiques : la France a choisi de se spécialiser dans certains secteurs comme l'aéronautique et le luxe délaissant ainsi progressivement d'autres secteurs. Mais derrière ces choix stratégiques, il y a des conséquences : depuis 2004, **la France enregistre une balance commerciale déficitaire c'est-à-dire qu'elle importe plus qu'elle n'exporte**. Avec la pandémie de 2020, la France s'est rendue compte de la faiblesse de ses chaînes de valeurs, de ses chaînes d'approvisionnement, de son manque en termes de production nationale. Tous ces arguments ont impacté les entreprises et fortement initié et incité (notamment dans le cas du plan de relance) encore plus à la relocalisation.

Ainsi, dès mars 2020, face aux pénuries de certains biens (*masques, gel, etc.*) nombreux ont été, en France, les appels à reconquérir une partie de l'autonomie stratégique perdue. Le gouvernement a traduit cet élan par une volonté de relocaliser des activités dans des secteurs jugés clés (*santé, agroalimentaire, électronique, matières premières et 5G*) et par une politique de soutien au système productif à travers le plan de relance, qui va être doublé d'un plan d'investissement dans les secteurs d'avenir, où la concurrence est mondiale.

Secteurs qui ne sont pas toujours immédiatement rentables mais qui pourraient, sur le long terme, constituer des débouchés importants dans les années à venir. (*Hydrogène vert, intelligence artificielle, espace, batteries pour véhicules électriques, semi-conducteurs...*)



Fin 2021, 72 milliards d'euros du plan de relance étaient engagés par l'Etat dont 20 milliards destinés au renforcement de la compétitivité. L'objectif est de voir se renforcer une offre française de produits et services à très haute valeur ajoutée, compétitive et concurrentielle, pouvant résister à une nouvelle tentation de l'exportation.

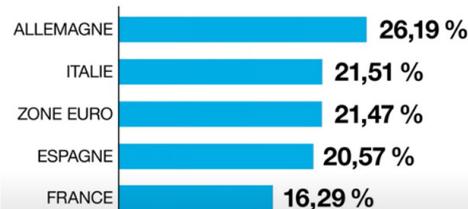
Ainsi, plus de 8 000 entreprises ont reçues des aides afin de se moderniser et rester compétitives.

**Longtemps perçue comme un tremplin financier, la réindustrialisation est désormais revenue au cœur du débat en Europe.**

## UNE PRISE DE CONSCIENCE FRANCAISE ET EUROPEENNE

Ce changement s'est opéré lorsque l'Allemagne a découvert ses propres fragilités vis-à-vis de la Chine et a accepté d'entrer dans un dialogue stratégique avec la France.

### VALEUR AJOUTÉE DE L'INDUSTRIE EN 2020 (EN % DU PIB)



Sources : Banque mondiale et OCDE

Si l'on observe le graphique, nous remarquons que l'Union Européenne reste globalement performante en matière industrielle. Mais dépendante des matières premières aux produits finis en passant par les composants, l'Europe s'est progressivement retrouvée affaiblit ces dernières années.

Nous pouvons remarquer un net décrochage de la France qui ne date pas d'aujourd'hui. Contrairement à ses voisins, la France n'a pas su tirer **les conséquences macroéconomiques de son passage à l'Euro**. Ainsi, les pays de l'Europe du Sud ont une meilleure compétitivité coût, les pays d'Europe centrale et orientale ont, quant à eux, une stratégie de pays émergents du fait de leurs atouts en capital humain et leur proximité avec l'Allemagne.

La France est également en retrait par rapport à l'Allemagne et aux pays nordiques qui, grâce à leurs efforts de recherche et développement et de montée en gamme, ont amélioré leur compétitivité hors coût.

Produits moins compétitifs que ses principaux concurrents, perte de parts de marchés dans les exportations de la zone euro... La France s'est donc désindustrialisée renforçant son écart avec ses voisins européens.

L'exemple de l'automobile illustre ce décrochage spécifique de la France, fait de fermetures d'usines, de délocalisations en Europe de l'Est et en Afrique du Nord, à la différence de l'Allemagne, qui a su maîtriser sa chaîne de valeur, conserver sa production domestique tout en exportant et en s'implantant en Chine.

L'innovation et la recherche de nouveaux avantages comparatifs sont essentielles, en premier lieu par rapport à nos voisins européens. Le déséquilibre de la balance des paiements n'est pas que le fruit des délocalisations, mais d'abord celui du déficit des échanges de la France au sein de l'Union européenne.

Après deux décennies marquées par les délocalisations, les patrons français font désormais le choix du retour dans l'hexagone avec un objectif : **rester compétitif dans un monde globalisé**. Malgré tous les échecs européens en matière de politique industrielle, les dirigeants français estiment que c'est à l'échelle européenne qu'il faut changer.

La France va dès alors s'engager dans une stratégie comportant trois volets :

- >> L'inventaire des lacunes dans les chaînes de valeur européennes et les stratégies de remédiation à mettre en œuvre
- >> L'identification des secteurs innovants et des moyens à retrouver, à défaut d'un leadership européen, une présence significative sur le marché mondial
- >> L'adoption de règles sur l'investissement, la concurrence, le commerce extérieur qui rétablissent l'équilibre par rapport à la Chine et aux Etats-Unis

C'est alors que la France choisit une stratégie fondée sur deux orientations : diversification des sources d'approvisionnement pour contester la puissance chinoise devenue atelier du monde, développement de stocks et de capacités sur le sol national pour éviter les pénuries qui peuvent paralyser le système de santé.

### CE DEFI PROMETTEUR SERA LONG ET DIFFICILE...

Il faut préciser qu'on ne réindustrialise pas pour réindustrialiser, mais que **l'industrie est l'un des piliers de notre société** et sur lequel il convient de s'entendre collectivement à l'échelle européenne. Il est difficile de définir une stratégie industrielle de long terme sans consensus autour des buts poursuivis, notamment au regard des enjeux climatiques, qui obligent à repenser en profondeur nos modèles de production, de distribution et de consommation.

Pour répondre à ce défi sociétal mais aussi environnemental, chacun doit apporter sa pierre à l'édifice. Les gouvernements doivent accompagner le mouvement et mettre en œuvre les conditions favorables, les entreprises doivent cesser de chercher le meilleur profit et immédiat de la main-d'œuvre à bas coût. Cependant, l'entreprise fait face à des chantiers stratégiques : organisation, management de l'innovation et de la performance dans un contexte de transformation, management de son écosystème et stratégie de collaboration, mise en œuvre de nouveaux outils et numérisation toujours plus poussée de ses processus.

Enfin, nous citoyens, devons être des « consom'acteurs » s'intéressant plus aux conséquences de nos achats, tant pour les lieux que les conditions de production.